



DIRECTION DES OPERATIONS
Service des achats d'armement

Paris, le 20 Décembre 2021

N°DGA01I21020995

DÉCISION

portant délégation de signature particulière en matière de marchés publics (actes initiaux et actes d'exécution) au Service des achats d'armement de la Direction des opérations

Le Chef du Service des achats d'armement,

Vu : Le Code de la commande publique ;
L'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et ses décrets d'application (Décret 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité et décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics)¹ ;
Le Code des marchés publics, dans sa version applicable au marché visé² ;
Le Décret n°2009-1180 du 5 octobre 2009 modifié fixant les attributions et l'organisation de la direction générale de l'armement ;
L'Arrêté du 22 juin 2007, modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale, signataires des marchés publics et des accords-cadres au ministère de la défense ;
L'Instruction n°0029 S-ACH relative aux principes de délégation pour les marchés publics (actes initiaux et actes d'exécution) du service des achats d'armement (S2A) de la direction des opérations.

¹ Pour les marchés notifiés avant l'entrée en vigueur du Code de la Commande Publique qui continuent à s'exécuter.

² Pour les marchés notifiés avant l'entrée en vigueur de l'Ordonnance de 2015 et des Décrets de 2016 qui continuent à s'exécuter.

Décide :

Article 1 :

Délégation de signature est donnée à l'ICT III B SUP Hervé LAFONTAINE, Autorité signataire de marchés, pour signer, en son nom, tout acte relatif à la passation, la conclusion et l'exécution du marché suivant :

- Marché n°2020 98 0018 ayant pour objet « Mise à hauteur des Centres de Simulation Rafale (CSR) au standard Rafale F4.2, la réalisation de nouveaux moyens de simulation de pilotage de l'avion Rafale et la réalisation de prestations associées ».

Article 2 :

Cette délégation prend fin en cas de disparition de la fonction en vertu de laquelle la personne a reçu délégation.

Article 3 :

Cette délégation n'est pas subdélégable.

L'ingénieur général de l'armement
Jean-Pierre CLERC
Chef du Service des achats d'armement

Document signé